

L'ÉGALITÉ DES CHANCES EST LA LOI

Il est illégal pour ce bénéficiaire de l'aide financière fédérale de formuler toute discrimination sur les bases suivantes : contre toute personne aux États-Unis, sur la base de la race, de la couleur, de la religion, du sexe (y compris la grossesse, l'accouchement et les conditions médicales connexes, stéréotypes sexuels, statut transgenre et identité de genre), origine nationale (y compris une maîtrise limitée de l'anglais), âge, handicap ou affiliation ou conviction politique, ou, contre tout bénéficiaire, candidat ou participant à des programmes bénéficiant d'une aide financière en vertu du Titre I de la loi sur l'innovation et les opportunités de la main-d'œuvre, sur la base du statut de citoyenneté de l'individu ou de sa participation à tout programme ou activité bénéficiant d'une aide financière au titre I de la WIOA.

Le bénéficiaire ne doit faire aucune discrimination dans l'un des domaines suivants : décider qui sera admis ou aura accès à tout programme ou activité bénéficiant d'une aide financière au Titre I de la WIOA; offrir des opportunités ou traiter toute personne dans le cadre d'un tel programme ou d'une telle activité; ou prendre des décisions d'emploi dans l'administration de, ou en relation avec, un tel programme ou une telle activité.

Les bénéficiaires de l'aide financière fédérale doivent opter pour des mesures raisonnables de manière à s'assurer que les communications avec les personnes handicapées sont aussi efficaces que les communications avec les autres. Cela signifie que, sur demande et sans frais pour la personne, les bénéficiaires sont tenus de fournir aux personnes handicapées qualifiées des aides et des services auxiliaires appropriés.

QUE FAIRE SI VOUS CROYEZ AVOIR SUBI UNE DISCRIMINATION

Si vous pensez avoir été victime de discrimination dans le cadre d'un programme ou d'une activité bénéficiant d'une aide financière au titre I de la WIOA, vous pouvez déposer plainte dans les 180 jours à compter de la date de la violation alléguée auprès de l'un des services ci-dessous :

Niveau local	Niveau Etat	Niveau fédéral
Nom de l'Officier EO : Titre : Nom WDB : Adresse WDB : Téléphone : Fax : Services Relai TTY/TDD-WI : E-mail :	Susana Vázquez García Responsable de l'égalité des chances Département du développement de la main-d'œuvre du Wisconsin Division de l'emploi et de la formation 201 E Washington Ave, Room E 100 PO Box 7972 Madison, WI 53707-7972 (608) 405-4067 Accès ATS via Relai WI : 711 E-mail : DETEOContact@dwd.wisconsin.gov	Centre des droits civils (CRC) Département du travail des États-Unis 200 Constitution Avenue NW, Room N-4123, Washington, DC 20210 ou par voie électronique comme indiqué sur le site Web du CRC à l'adresse www.dol.gov/crc

Si vous déposez votre plainte auprès du destinataire, vous devez attendre que le destinataire émette un avis écrit d'action finale, ou que 90 jours se soient écoulés (selon la première éventualité), avant de déposer auprès du Centre des droits civils (voir l'adresse ci-dessus).

Si le destinataire ne vous donne pas d'avis écrit d'action finale dans les 90 jours suivant le jour où vous avez déposé votre plainte, vous pouvez déposer une plainte auprès du CRC avant de recevoir cet avis. Cependant, vous devez déposer votre plainte CRC dans les 30 jours suivant le délai de 90 jours (c'est-à-dire dans les 120 jours suivant le jour où vous avez déposé votre plainte auprès du destinataire). Si le destinataire vous donne un avis écrit d'action finale concernant votre plainte, mais que vous n'êtes pas satisfait de la décision ou de la résolution, il vous est possible de déposer plainte auprès du CRC. Vous devez déposer votre plainte auprès du CRC dans les 30 jours suivant la date à laquelle vous avez reçu l'avis d'action finale.